

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE, COMMERCE.

L'ÉCHO SAUMUROIS

Paraissant les Mardis, Jeudis et Samedis,

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

PRIX DES ABONNEMENTS :

Un an, Saumur. . . 18 fr. » c. Poste, 24 fr. » c.
Six mois, — . . . 10 — — 13 »
Trois mois, — . . . 5 25 — 7 50

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — Les abonnements demandés, acceptés ou continués, sans indication de temps ou de termes seront comptés de droit pour une année. — L'abonnement doit être payé d'avance. — Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 20 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

Gare de Saumur (Service d'hiver, 9 novembre).

DÉPARTS DE SAUMUR VERS NANTES.

3 heures 03 minutes du matin, Express.
9 — 02 — — Omnibus-Mixte.
2 — 03 — — soir, Omnibus-Mixte.
4 — 13 — — Express.
7 — 18 — — Omnibus-Mixte.

DÉPARTS DE SAUMUR VERS PARIS.

3 heures 03 minutes du matin, Mixte.
8 — 35 — — Omnibus-Mixte.
9 — 50 — — Express.
11 — 54 — — Omnibus-Mixte.
5 — 57 — — soir, Omnibus.
10 — 34 — — Express.

PRIX DES INSERTIONS :

Dans les annonces 20 c. la ligne.
Dans les réclames 30 —
Dans les faits divers 50 —
Dans toute autre partie du journal. 75 —

RÉSERVES SONT FAITES :
Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas;
Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

ON S'ABONNE A SAUMUR,
Au BUREAU DU JOURNAL, place du Marché-Noir, et
chez MM. GRASSET, JAVAUD et MILON, libraires.

Chronique Politique.

La question romaine reviendrait-elle sur l'eau ? On serait tenté de le croire en lisant les discours furibonds prononcés au sein du Parlement italien, et dans lesquels la France et le Saint-Siège sont traités de singulière façon. Le point de départ de ces violences inqualifiables a été l'exécution des deux bandits qui, l'an dernier, ont tué une trentaine de zouaves pontificaux en faisant sauter leur caserne. Les libéraux italiens ont fait de ces misérables deux martyrs de la liberté. Pour eux, le Saint-Siège a commis une *infamie* en faisant pendre ces prétendus prisonniers politiques qui, pourtant, n'avaient pas volé le châiment exemplaire qu'on leur a infligé. Pour les partisans de l'unité, la France est responsable du crime du Pape. Un membre de la gauche, M. Bixio, n'a pas hésité à faire entendre à la tribune les paroles suivantes : « Il s'agit de savoir nous faire respecter. Il faut que la France retourne en France ; il faut que la France commande à Paris seulement ; il faut, enfin, que notre gouvernement dise à ceux qui gardent une frontière menteuse : « Allez, et chassez-moi cette canaille-là sur le Tibre ! » Cette canaille, dont parle M. Bixio, serait-ce notre corps expéditionnaire ? seraient-ce les soldats français qui remplissent si noblement la mission qui leur a été confiée en protégeant le pouvoir du Saint-Père ? On ne comprend pas comment un gouvernement auquel nous avons rendu de si grands services, en versant à flots notre sang et notre or, laisse attaquer

si violemment la France, sans laquelle il serait encore un petit Etat de quatrième ordre. Si, au sein du Corps-Législatif, des attaques aussi violentes étaient dirigées contre une puissance étrangère, on s'empresse d'imposer silence à l'énergumène qui aurait commis une pareille inconvenance. A Florence, on n'a pas trouvé un ministre pour protester contre des faits aussi graves. On a bien eu raison de dire que l'ingratitude des Italiens serait la seule récompense que nous obtiendrions jamais d'eux pour tous les sacrifices que nous nous sommes imposés pendant la guerre de 1859.

Les majorités qui se sont affirmées dans les Chambres italiennes pour la nomination d'un président et d'un vice-président restent compactes. Sentent-elles que l'heure est solennelle et que, peut-être, de grands événements sont proches ?

La Chambre des députés italiens a discuté, le 3 décembre, les dépenses de la réorganisation de l'arsenal de Venise. Plusieurs députés ont insisté sur l'importance de cette réorganisation.

On mande de Rome, 5 décembre, soir :

L'armée pontificale a reçu aujourd'hui, par le navire *James*, venant de Toulon, un nouvel envoi de fusils transformés, de cartouches et de barils de poudre.

Le décret de convocation des Cortès espagnoles, voilà la nouvelle la plus importante qui arrive de l'extérieur. L'attitude du gouvernement provisoire, qui semblait vouloir recu-

ler autant que possible l'appel à la nation, avait été vivement attaquée dans ces derniers jours et ce blâme énergique n'aura peut-être pas été sans influence dans les conseils des hommes qui tiennent en leurs mains les destinées de l'Espagne et dont le premier devoir, comme le plus urgent, est de donner à leurs concitoyens le moyen de disposer librement d'eux-mêmes.

L'attente semblait longue aux Espagnols, car déjà de nouvelles manifestations étaient annoncées dans les principales villes de la Péninsule pour demander que les élections se fissent dans le plus bref délai.

La presse, les réunions publiques, ont permis à tous les partis une propagande active que le gouvernement provisoire, ce sera son principal titre à la reconnaissance publique, n'a en aucune façon entravée.

La *Gazette* publie un décret de M. Sagasta, autorisant les ayuntamientos et les députations provinciales à disposer, pour souscrire à l'emprunt, de diverses ressources leur appartenant.

Une nouvelle circulaire de M. Sagasta aux gouverneurs de province les engage à veiller attentivement au respect des droits de réunion et d'association pacifique, ainsi qu'à la libre émission de la pensée, mais en ayant soin de réprimer les abus qui se commettraient à l'ombre de ces droits sacrés. Les gouverneurs ne doivent pas oublier que toute attaque contre les lois est un délit que le code punit ; en conséquence les délinquants doivent être traduits devant les tribunaux.

Les souscriptions à l'emprunt s'élèvent jusqu'à ce jour à 35,100,400 écus.

Depuis quelques mois une des questions qui ont mis sur les dents tous les diplomates européens, la question crétoise, semblait entrer dans une voie d'apaisement et de conciliation. Le départ de nouveaux volontaires hellènes pour la Crète, l'attitude des populations grecques, l'envoi non démenti de notes comminatoires adressées par la Porte à Athènes, laisseraient croire que cette affaire dont l'Europe n'a jamais bien su le dernier mot va entrer dans une nouvelle phase.

Tout cela serait fort grave, à en croire les informations de la *Turquie*. La Porte aurait l'intention de rompre les relations diplomatiques avec la Grèce, rappellerait son représentant à Athènes, et donnerait ses passe-ports au ministre grec à Constantinople. Le commerce avec la Grèce serait interdit et les sujets hellènes expulsés du territoire ottoman. Faus-ses ou vraies, ces nouvelles ont eu pour premier effet la baisse des consolidés turcs. Des mesures qui amèneraient entre les deux puissances un accord si désirable leur seraient autrement profitables à toutes deux, et leur permettraient de consacrer tous leurs efforts à l'amélioration d'une situation intérieure qui nous fait dire : Il y a aujourd'hui deux *malades* dans l'Europe orientale.

La *Turquie*, dit un télégramme de Constantinople, annonce qu'un bateau nolisé par l'Etat est parti des Dardanelles, avec des troupes à bord, pour une destination inconnue. On croit que les armements ostensibles tolérés par le gouvernement hellénique provoqueront des mesures rigoureuses de la Porte.

FLEURLETON.

LE PLAIN-CHANT DU PRISONNIER

ÉPIQUE HISTORIQUE,

Par G. de la LANDELLE.

I. — LE COFFRE AUX MÉDICAMENTS.

L'escadre du contre-amiral Truguet, précipitamment équipée et mal approvisionnée, comme l'étaient en 1792 toutes les armées de la République, bloquait les côtes de Sardaigne après le bombardement de Cagliari. Une épidémie se déclara sur les vaisseaux, les médicaments manquèrent, les équipages décimés se démoralisaient.

Retourner à Toulon, au risque d'en courir les formidables colères du comité exécutif eût été folie. Les succès obtenus à Villefranche, Nice, Oneille, et plus tard aux îles San-Pietro et San-Antioco, n'auraient pas préservé le jeune officier-général d'être traité en créature du roi Louis XVI qui l'avait, coup sur coup, nommé capitaine de vaisseau le 1^{er} janvier et contre-amiral au mois d'avril de la même année.

D'ailleurs, il importait à la République d'agir dans

la Méditerranée, d'intimider les Etats d'Italie et de prévenir les desseins de la Russie dont une flotte menaçait le midi de la France et l'île de Corse. Un fils d'aristocrate, un talon rouge, qui avait successivement servi avec honneur sous le marquis de Chabert et le comte de Choiseul-Gouffier, avant de se signaler sous d'Estaing, Guichen, de Grasse, Vaudreuil, et de mériter ainsi les plus rares faveurs royales, aurait été inexorable s'il eût seulement osé détacher du blocus quelques bâtiments pour aller à Toulon, demander des médicaments, des vivres frais et des compléments d'équipage.

Le despotisme conventionnel s'affirmait de toutes parts. Les revers étaient des crimes. Et naguère, à Ajaccio, Truguet, par son admirable énergie personnelle, venait de se compromettre en préservant les officiers de la garnison des fureurs de la populace qui allait les pendre devant la citadelle. Seul, il avait osé affronter les démagogues et par un généreux discours leur arracher leurs victimes. Après un tel acte, il ne pouvait tarder à devenir suspect.

A bord de l'escadre où fermentait l'indiscipline révolutionnaire, peu d'officiers de santé, point de vivres frais, disette d'eau douce, on était à la stricte ration, les malades mouraient et avec eux leurs médecins ou chirurgiens.

L'amiral affligé fit alors appel au dévouement. Par un ordre du jour envoyé à bord de tous les vaisseaux, il demandait qu'un officier de bonne volonté, parlant la langue italienne, se rendît secrètement à Cagliari pour y acheter des médicaments.

Cette mission offrait des difficultés presque insurmontables et d'horribles périls ; la population était exaspérée par le récent bombardement de la ville et par un débarquement de troupes qui l'auraient prise infailliblement si, dans l'obscurité, deux corps français ne s'étaient battus entre eux faute de se reconnaître. Cette méprise fatale avait donné à la garnison sarde le temps d'opérer une sortie. Les républicains mis en déroute s'étaient embarqués en toute hâte.

Mais la terreur règne dans l'île. Le nom français y est en exécution, et chacun sait jusqu'où peuvent aller les représailles du bas-peuple italien. L'amiral ni les états-majors ne se dissimulent que, pour l'officier chef de corvée, il y va non-seulement de la vie, mais des plus abominables tortures en cas de captivité. Ceci donnait fort à réfléchir. Tels intrépides marins, prompts à monter à l'abordage, s'abstiennent devant une alternative pareille. S'exposer à périr sans gloire, dans quelque affreux cachot, pour avoir essayé de remplir un simple devoir d'humanité, cela n'a rien de séduisant. Où sont, d'ailleurs, les chances d'avancement et

de fortune militaire ? Marché de dupe ! Ah ! s'il s'agissait d'une action brillante, sabre et pistolets au poing, sous les yeux de l'amiral ! s'il s'agissait, non d'approvisionner l'infirmerie, mais de hacher de la chair humaine, à la bonne heure !

Cependant, après avoir invoqué avec ferveur le Dieu de l'Évangile, un généreux enseigne auxiliaire, marié à Brest, Guillaume Conseil, alors âgé de vingt-cinq ans, et embarqué sur le *Thémistocle*, se fit conduire à bord du vaisseau amiral.

Il sait l'italien ; on lui donnera une chaloupe de coupe italienne, voilée en felouque comme une barque de Cagliari ; pour l'équipage, il emmènera un petit nombre de Corses ou de Génois dont on a le choix dans l'escadre ; ces hommes sont vêtus en pêcheurs du pays. De l'argent, des armes, une carte marine à grands points, un plan de la ville, ou au moins un guide, une boussole, des instruments de pêche, et la nuit venue, haut les voiles !

— Monsieur, lui dit l'amiral Truguet, encore que l'appellation de *citoyen* commençât à prévaloir, vous acceptez la plus noble des missions ; mes vœux vous accompagnent, mon cœur vous suit ; puisse la République reconnaître votre acte de dévouement ! vous êtes le Curtius de la flotte.

— Je suis chrétien, amiral, et je place ma confiance

